

Société du Plan Nord

Demande de renseignements généraux de l'opposition adressée à tous les ministères et organismes gouvernementaux

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

Numéro	TABLE DES MATIÈRES	Page
1	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2024-2025 : a) les endroits et dates de départ et de retour; b) la copie des programmes et rapports de mission; c) les personnes rencontrées; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission.	21
2	Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2024-2025 : a) les raisons du déplacement; b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; c) les coûts ventilés.	24
3	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur les réseaux sociaux et sur les sites Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2024-2025 , et les prévisions pour 2025-2026; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) le but visé par chaque dépense; e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie g) la répartition du placement média en indiquant le coût par média ainsi que les dates de diffusion; h) le rapport de statistiques sur la portée et la clientèle visée et l'atteinte des objectifs ou toute évaluation réalisée de l'impact de la campagne.	25
4	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément : Par le cabinet ministériel : a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement. d) si l'événement s'est tenu virtuellement; Par le ministère ou l'organisme : e) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement; f) le but visé par chaque dépense; g) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement. h) si l'événement s'est tenu virtuellement; Par un professionnel ou par une firme externe : i) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement; j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; m) le but visé par chaque dépense; n) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement; o) si l'événement s'est tenu virtuellement.	26

5	La liste des dépenses en formation de communication, en incluant celles du cabinet ministériel : Organisée par le ministère ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement; b) le but recherché par chaque dépense; c) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie. Données par un professionnel ou une firme externe : d) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu; h) le but visé par chaque dépense; i) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.	27
6	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.	28
7	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.	31
8	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025 : a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégorie (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.	32
9	Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics. m) le nombre et la liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2024-2025.	33

Numéro**TABLE DES MATIÈRES****Page**

10	Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir : a) les coûts estimés par année ; b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données; c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité; d) la liste des fournisseurs; e) une copie du plan de déploiement.	34
11	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2024-2025, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes : a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec.	35
12	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2024-2025, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie : a) le coût des contrats téléphoniques; b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu; e) le nombre de téléphones cellulaires et de téléphones intelligents; f) le coût d'acquisition des appareils; g) le coût d'utilisation des appareils; h) les noms des fournisseurs; i) les ordinateurs portables; j) les iPad ou autre type de tablette électronique.	36

13	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : a) le nombre et la répartition, par tranche d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus; b) le nombre et la répartition, par tranche d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins; c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel; d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) : - le coût moyen par employé, selon la classe de travail; f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel; g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; h) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers; i) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); j) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir; k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie; l) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires; m) le nombre d'employés permanents et temporaires; n) le nombre de départs volontaires, ventilé par raison du départ; o) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi; p) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs; q) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région; r) le nombre de postes demeurés vacants en raison des mesures de contrôle des dépenses (gel de recrutement) décrétées par le gouvernement du Québec le 1er novembre 2024.</p>	37
14	<p>Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour l'année 2025-2026 :</p> <p>a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;</p> <p>b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;</p> <p>c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.</p>	39
15	<p>Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2024-2025 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) le coût total de ladite location; d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; e) la durée du bail; f) propriétaire de l'espace loué; g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation. h) la superficie totale réellement occupée; i) la superficie inoccupée; j) le coût de location au mètre carré; k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.</p>	40
16	<p>Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministères ou de l'organisme en 2024-2025, fournir : a) la liste des actifs excédentaires inoccupés; b) la valeur estimée de ceux-ci; c) les coûts d'entretien annuel; d) le nombre de pieds carrés de ceux-ci.</p>	41

Numéro**TABLE DES MATIÈRES****Page**

17	Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2024-2025, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	42
18	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2024-2025, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) la masse salariale totale par cabinet; e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; f) la prime de départ versée, le cas échéant; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2024-2025; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.	43
19	Liste des sommes d'argent versées en 2024-2025, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.	44
20	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu; g) les prévisions pour 2025-2026.	45
21	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2025-2026.	46
22	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2024-2025, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) par catégorie d'âge; c) prévisions pour 2025-2026.	47
23	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).	48
24	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2024-2025, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande. Ventiler le montant total par catégorie.	49

Numéro**TABLE DES MATIÈRES****Page**

25	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.	50
26	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) le nombre de (« hits ») par mois; g) nombre de visiteurs uniques mensuellement; h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines; i) la fréquence moyenne de mise à jour; j) le responsable du contenu sur le site.	51
27	Pour 2024-2025, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant : a) les régions et les villes visitées; b) les personnes et organismes rencontrés; c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants; d) les raisons du déplacement; e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; f) les coûts ventilés; g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.	52
28	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2024-2025 : a) le détail des mandats; a) le coût (déplacements, etc.); c) le nombre de ressources affectées; d) le nombre de rencontres; e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre; f) l'objet; g) les dates.	54
29	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.	55
30	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026.	56
31	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2025-2026.	57
32	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du trésor pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.	58
33	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 et 2025-2026, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.	59
34	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.	60

Numéro**TABLE DES MATIÈRES****Page**

35	Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2024-2025 le montant total des primes au rendement, des ajustements salariaux non récurrents et des bonis versés au personnel de cabinet.	61
36	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.	62
37	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2024-2025 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.	63
38	La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2024-2025 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2025-2026. Pour chacun de ces programmes existants en 2024-2025, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2025-2026, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.	64
39	Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.	65
40	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a) la dépense totale (opération et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e) le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.	66
41	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	67
42	Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.	68
43	Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) la date; b) la nature; c) les questions posées; d) les réponses; e) la firme retenue; f) les coûts.	69
44	Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.	70

Numéro**TABLE DES MATIÈRES****Page**

45	Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région : a) fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2024-2025; b) nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transféré en région en 2024-2025 en précisant la région d'origine et la région de destination; c) nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.	71
46	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2024-2027.	72
47	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : n) Plan d'action de développement durable 2023-2028.	73
48	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : a) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.	74
49	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de : III) tout autre plan d'action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l'organisme est impliqué.	75
50	Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2024-2025, au sein du ministère ou de l'organisme : a) nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme; b) nombre d'employés au total en ayant bénéficié; c) nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2024; d) la proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié; e) nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.	76
51	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.	77
52	Concernant toute mesure de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2024-2025: a) les sommes dépensées; b) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.	78
53	Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs.	79

Numéro**TABLE DES MATIÈRES****Page**

54	Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2024-2025. Indiquer : a) le lieu; b) le coût; c) la ou les dates de participation; d) le nombre de participants; e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; f) le nom de la formation ou de l'activité.	80
55	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025 : a) la liste de tous les concours et tirages réalisés; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d) la liste des concours qui ont pris fin.	81
56	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025: a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques; b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques; c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme; d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2024-2025 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.	82
57	Pour le ministère et chacun de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, indiquer pour 2024-2025 : a) le nombre d'incidents de sécurité de l'information; b) le type d'incidents; c) les sommes dépensées en gestion des incidents.	83
58	Veillez nous fournir la liste des rencontres de planification stratégique de type « lac-à-l'épaule » tenues par le ministère ou l'organisme en indiquant : a) Les dates; b) L'endroit précis; c) La liste des personnes présentes; d) L'ordre du jour; e) Les procès-verbaux; f) Les coûts détaillés (frais de location, d'hébergement, repas, déplacement, location d'équipement, conférencier, etc.).	84
59	Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages a) nombre de stagiaires reçus; b) heures de stages effectuées; c) rémunération totale déboursée.	85
60	Fournir les dépenses allouées à la consultation avec des Autochtones : a) fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.	86
61	Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans.	87
62	Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.	88
63	Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42e législature.	89
64	Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.	90
65	Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.	91
66	Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventilés par catégorie.	92

TABLE DES MATIÈRES

Numéro		Page
67	Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.	93
68	Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.	94
69	Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.	95
70	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2023-2024 2024-2025 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande.	96
71	Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2023-2024 2024-2025 : a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article); c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.	97
72	Pour 2024-2025, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	98
73	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.	99

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR1	G17	N/A	N/A	Demandes de rétrocession espaces non occupés	Liste des demandes de rétrocession des espaces non occupés concernant des baux de location. Pour chacune des demandes et pour chaque bail, préciser : a) la date de la demande; b) l'adresse des locaux visés par la demande; c) la superficie totale du bail de location; d) la superficie non occupée du bail de location au moment de la demande; e) les économies visées; f) la réponse de la SQI ou du locateur en indiquant la date de la réponse.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 15.
NR2	G19	N/A	N/A	Portrait actifs excédentaires	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 16.
NR3	G21	N/A	G19	Aménagement Cabinet	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2024-2025, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts;	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 17.
NR4	G47	N/A	N/A	Masse salariale	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 37.
NR5	G52	N/A	N/A	Dépenses publicitaires - médias communautaires et Internet	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ; b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 3
NR6	G58	N/A	N/A	Coût matériel télétravail	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR7	G59	N/A	N/A	Dépenses sécurité informatique	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR8	G60	N/A	N/A	Dépenses vidéoconférence	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) la liste des contrats; b) le nom du fournisseur; c) le montant déboursé.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR9	G63	N/A	N/A	Contrats - firmes consultation	Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 ou ayant cours en 2024-2025 auprès d'une firme de consultation : a) la firme retenue; b) la copie du contrat; c) la date de fin prévue du contrat; d) la valeur prévue du contrat; e) les sommes dépensées à ce jour.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR10	G64	N/A	N/A	Postes abolis et mutés sous le régime du RQAP	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : a) le nombre de postes abolis alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste; b) le nombre de postes mutés alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13o.
NR11	G72 Nouvelle	N/A	N/A	Contrats accordés à des entreprises américaines	Au sujet des contrats accordés à des entreprises américaines : a) Veuillez fournir la liste des contrats accordés à des entreprises américaines en 2024-2025; b) Veuillez fournir toute politique, communication ou consigne au sujet de la réduction des dépenses auprès des entreprises américaines en 2024-2025.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR12	N/A	G01	N/A	Postes ouverts et comblés	Nombre de postes ouverts pour l'année financière et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR13	N/A	G02	N/A	Postes non comblés	Nombre de postes total et proportion de postes non comblés.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13q.
NR14	N/A	G03	N/A	Nombre et proportion départs	Nombre de départs et proportion des départs pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13n.
NR15	N/A	G04 Nouvelle	N/A	Nombre de postes non pourvus gel d'embauche	Nombre de postes non pourvus en raison du gel du recrutement décrété le 1er novembre 2024 pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13r.
NR16	N/A	G06	N/A	Proportion femmes/hommes postes cadres supérieurs	Proportion de femmes et d'hommes dans les postes de cadres supérieurs.	Référer aux réponses des demandes de renseignements généraux numéro 13a et 13b.
NR17	N/A	G07	N/A	Proportion diversité postes cadres supérieurs	Proportion de personnes issues de la diversité dans les postes de cadres supérieurs	Référer aux réponses des demandes de renseignements généraux numéro 13a et 13b.
NR18	N/A	G08 Nouvelle	N/A	Proportion personnes cadres	Proportion de personnes cadres par rapport aux autres catégories d'emploi au courant des 5 dernières années.	Référer aux réponses des demandes de renseignements généraux numéro 13a et 13b.
NR19	N/A	G15	N/A	Acquisitions marchés publics 5 dernières années	Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère selon la provenance du bien ou service acquis, depuis 5 ans. Ventiler en biens et services.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR20	N/A	G17	N/A	Contrats - firmes consultation	Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils, notamment TACT, McKinsey, KPMG et NATIONAL; fournir lesdits contrats le cas échéant.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux 6.
NR21	N/A	G21	N/A	Superficie et dépenses - locaux utilisés	Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 15.
NR22	N/A	G30	N/A	Coût de reconduction des programmes	Indiquer le coût de reconduction des programmes estimés depuis 5 ans.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 38.
NR23	N/A	G31	N/A	Effectifs par territoire	Énumérer chaque direction régionale, en indiquant le territoire couvert par celle-ci, la municipalité d'établissement, le titulaire du poste de direction et l'effectif équivalent à temps complet.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.
NR24	N/A	N/A	G06	Formation en communication Personnel politique	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 5.
NR25	N/A	N/A	G11	Contrats cabinet	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); d) le coût; e) l'échéancier; f) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR26	N/A	N/A	G16i	Postes par catégorie d'emploi	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR27	N/A	N/A	G17c	Départs à la retraite prévus	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2024-2025 et les indemnités de retraite qui seront versées.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 14a.
NR28	N/A	N/A	G25	Postes abolis par catégorie bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2025-2026.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13o.
NR29	N/A	N/A	G26	Effectifs par catégorie d'emploi bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2025-2026, par mission.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.
NR30	N/A	N/A	G31	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs	Nominations, pour 2024-2025, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) les mandats; c) les contrats; d) le résultat du travail effectué; e) les échéances prévues; f) les sommes impliquées.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR31	G11	N/A	N/A	Utilisation de logiciels d'intelligence artificielle	Concernant l'utilisation de logiciels d'intelligence artificielle (IA) dans les ministères et organismes, veuillez nous fournir : a) la liste des projets visés et l'objectif visé par chacun de ces projets; b) les sommes investies pour l'utilisation ou la conception de logiciel utilisant l'IA; c) le coût des licences d'utilisation associées à des logiciels utilisant des systèmes d'IA; d) la liste des contrats externes octroyés pour la mise en œuvre d'outils d'IA au sein des ministères et organismes et les firmes retenues pour les accomplir; e) les coûts d'entretien ou de mise à jour pour chacun de ces projets.	Question particulière qui doit être posée au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.
NR32	G44a	N/A	G52	Programmes financés par le Fonds d'électrification et de changements climatiques	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : a) le Fonds d'électrification et de changements climatiques.	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR33	G44b	N/A	G53	Programmes financés par le Fonds des ressources naturelles	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : b) le Fonds Capital ressources naturelles et énergie.	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR34	G44c	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : c) le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques.	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR35	G44d	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds du Plan Nord	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : d) le Fonds du Plan Nord.	Question particulière à poser à la Société du Plan Nord.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR36	G45	N/A	G54	Contrats service juridiques	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NR37	G56a	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental pour soutenir Rouyn-Noranda 2023-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : a) Plan d'action gouvernemental pour soutenir Rouyn-Noranda 2023-2028;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR38	G56aa	N/A	N/A	Politique gouvernementale de prévention en santé	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : aa) Plan d'action interministériel 2022-2025 de la Politique gouvernementale de prévention en santé;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR39	G56aaa	N/A	N/A	Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : aaa) Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR40	G56b	N/A	N/A	Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité : unis pour la démocratie	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : b) Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité : unis pour la démocratie;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR41	G56bb	N/A	N/A	Plan d'action Investissements étrangers et exportations 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : bb) Plan d'action pour la croissance des investissements étrangers et des exportations 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR42	G56bbb	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : bbb) Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR43	G56c	N/A	N/A	Opération main d'œuvre Secteurs prioritaires	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : c) Opération main-d'œuvre – Mesures ciblées pour certains secteurs prioritaires;	Question particulière à poser au de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR44	G56cc	N/A	N/A	Plan d'action Agrotourisme et tourisme gourmand 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : cc) Plan d'action pour la promotion internationale de l'agrotourisme et du tourisme gourmand 2022-2025;	Question particulière à poser au ministère des Relations internationales et de la Francophonie.
NR45	G56ccc	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ccc) Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR46	G56d	N/A	N/A	Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : d) Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NR47	G56dd	N/A	N/A	Plan d'action Activités physiques, sportives et récréatives 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : dd) Plan d'action pour valoriser la pratique d'activités physiques, sportives et récréatives au Québec 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère des l'Éducation.
NR48	G56ddd	N/A	N/A	Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ddd) Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR49	G56e	N/A	N/A	Stratégie commune mission franco-québécoise découvrabilité contenus culturels francophones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : e) Stratégie commune de la mission franco-québécoise sur la découvrabilité des contenus culturels francophones;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NR50	G56ee	N/A	N/A	Plan d'action violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ee) Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes 2020-2025;	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR51	G56eee	N/A	N/A	Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : eee) Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR52	G56f	N/A	N/A	Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : f) Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NR53	G56ff	N/A	N/A	Plan de protection face aux inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ff) Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR54	G56fff	N/A	N/A	Plan d'action - relance des exportations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : fff) Vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour le "Plan d'action pour la relance des exportations" et au ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour la "Vision internationale du Québec".
NR55	G56g	N/A	N/A	Politique bioalimentaire 2018-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action de la Politique bioalimentaire;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec.
NR56	G56gg	N/A	N/A	Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : gg) Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR57	G56ggg	N/A	N/A	Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ggg) Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026;	Question particulière à poser au ministère du Tourisme.
NR58	G56h	N/A	N/A	Politique mobilité durable 2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : h) Plan d'action de la Politique de mobilité durable 2030;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR59	G56hh	N/A	N/A	Plan d'agriculture durable 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : hh) Plan pour une agriculture durable 2020-2030 et plans d'action régionaux 2021-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec.
NR60	G56hhh	N/A	N/A	Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : hhh) Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR61	G56ii	N/A	N/A	Plan pour une économie verte 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ii) Plan pour une économie verte 2020-2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR62	G56iii	N/A	N/A	Plan d'action gouvernementale de simplification des démarches administratives à la suite	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : iii) Plan d'action gouvernementale de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR63	G56j	N/A	N/A	Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : j) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR64	G56jj	N/A	N/A	Plan nature 2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : jj) Plan nature 2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR65	G56jjj	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : jjj) Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR66	G56k	N/A	N/A	Stratégie gouvernementale occupation et vitalité territoires 2025-2029	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : k) Stratégie gouvernementale pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires 2025-2029	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR67	G56kk	N/A	N/A	Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : kk) Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR68	G56kkk	N/A	N/A	Plan pour la langue française	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : kkk) Plan pour la langue française;	Question particulière à poser au ministère de la Langue française.
NR69	G56l	N/A	N/A	Plan d'action 2023-2024 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : l) Plan d'action 2024-2025 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec;	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NR70	G56ll	N/A	N/A	Valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ll) Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR71	G56m	N/A	N/A	Plan d'action pour contrer l'intimidation et cyberintimidation 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : m) Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de la Famille.
NR72	G56mm	N/A	N/A	Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : mm) Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR73	G56nn	N/A	N/A	Politique culturelle du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : nn) Politique culturelle du Québec;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NR74	G56o	N/A	N/A	Plan d'action Sécurité civile - inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : o) Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations;	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NR75	G56oo	N/A	N/A	Rapport Groupe d'action contre le racisme	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme;	Question particulière à poser au Bureau de coordination de la lutte contre le racisme.
NR76	G56p	N/A	N/A	Rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : p) Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs;	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NR77	G56q	N/A	N/A	Plan d'action Simplification démarches administratives - décès 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : q) Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR78	G56qq	N/A	N/A	Rapport accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : qq) Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance »;	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.
NR79	G56r	N/A	N/A	Plan d'action économie sociale 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : r) Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR80	G56rr	N/A	N/A	Enquête nationale - femmes et filles autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : rr) Recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées;	Question particulière à poser au Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuits.
NR81	G56s	N/A	N/A	PAGAC	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : s) Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR82	G56ss	N/A	N/A	Suivi de recommandations - Commission des autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ss) Recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens);	Question particulière à poser au Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuits.
NR83	G56t	N/A	N/A	Plan d'action allègement réglementaire et admin. 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : t) Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR84	G56tt	N/A	N/A	Stratégie d'aménagement durable des forêts	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : tt) Stratégie d'aménagement durable des forêts;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR85	G56u	N/A	N/A	Plan d'action Lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : u) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR86	G56uu	N/A	N/A	Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : uu) Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR87	G56v	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental 2024-2029 – La fierté de vieillir	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : v) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR88	G56vv	N/A	N/A	Stratégie gouvernementale de cybersécurité et numérique 2024-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : vv) Stratégie gouvernementale de cybersécurité et numérique 2024-2028;	Question particulière à poser au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.
NR89	G56w	N/A	N/A	Reconnaissance des compétences - personnes immigrantes	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : w) Plan d'action interministériel concerté en reconnaissance des compétences des personnes immigrantes;	Question particulière à poser au ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.
NR90	G56ww	N/A	N/A	Stratégie maritime 2015-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ww) Stratégie maritime 2015-2030;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR91	G56x	N/A	N/A	Plan d'action - Prévenir, réduire et traiter	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : x) Plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter »;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR92	G56xx	N/A	N/A	Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : xx) Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec.
NR93	G56y	N/A	N/A	Plan d'action itinérance 2021-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : y) Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR94	G56yy	N/A	N/A	Stratégie nationale de production de bois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : yy) Stratégie nationale de production de bois;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR95	G56z	N/A	N/A	Plan d'action santé mentale 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : z) Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR96	G56zz	N/A	N/A	Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : zz) Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR97	N/A	G11	N/A	Véhicules	Fournir le budget concernant la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région, en indiquant : a) le nombre total de véhicules; b) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; c) le nombre de véhicules électriques.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR98	N/A	G13	N/A	Analyse différenciée selon les sexes	Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.
NR99	N/A	G14	N/A	Dépenses PNSC 5 dernières années	Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans.	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NR100	N/A	G22	N/A	Dépenses soutien législatif	Indiquer les dépenses encourues pour le soutien législatif apporté par votre ministère dans le développement et l'étude des différentes législations adoptées.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NR101	N/A	G32	N/A	Sommes versées dommages et intérêts	Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par l'État à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles le gouvernement était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NR102	N/A	N/A	G09	Contrats santé publique	Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier.	Question particulière qui doit être posée au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR103	N/A	N/A	G45	Déplacés de leur fonction suite aux changements de gouvernement	Pour 2024-2025, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	Question particulière à poser au ministère du Conseil exécutif.
NR104	N/A	N/A	G50	ETC Stratégie maritime	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR105	N/A	N/A	G51	Budget Stratégie maritime	Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR106	G14h	N/A	G16g	Plaintes harcèlement psychologique	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR107	G49	N/A	N/A	Liste de tous les rapports, études, avis, analyses, enquêtes	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2024-2025 en indiquant pour chacun : a) le sujet ; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR108	G55	N/A	N/A	Objectifs exemplarité Charte de la langue française	Copie des objectifs d'exemplarité et des indicateurs permettant de mesurer l'atteinte de ceux-ci en vertu de l'article 13.1 de la Charte de la langue française;	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR109	G69	N/A	N/A	Listes des cartes de crédits	Veillez nous fournir la liste des cartes de crédits dans le ministère et ou l'organisme en indiquant le titulaire de la carte et son titre. Pour chacune des cartes de crédits, veuillez nous fournir les relevés de carte pour l'année courante.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR110	N/A	G05	N/A	Proportion postes télétravail	Proportion de postes ayant accès au télétravail pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère, ventilée par le nombre de journées autorisées.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR111	N/A	G09	N/A	Nombre postes absents manque de places service de garde	Nombre de postes dont le titulaire habituel est absent en raison d'un manque de places en service de garde.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR112	N/A	G23	N/A	Nombre de membres ordre professionnel	Indiquer le nombre de membres d'un ordre professionnel, par ordre.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR113	N/A	G25	N/A	Personnes affectés aux enquêtes et surveillance de l'application de la loi	Indiquer le personnel affecté aux enquêtes et à la surveillance de l'application de la loi.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR114	N/A	G28	N/A	Bilan des efforts de diminution GES	Indiquer le bilan des efforts de diminution d'émission de GES au sein du ministère ou de l'organisme.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR115	N/A	N/A	G36	Ententes gouvernement fédéral et provinces	La liste des ententes et leur nature, signées en 2024-2025 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR116	N/A	N/A	G47	Ententes de confidentialité - projets de loi, des politiques, des stratégies, etc.	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR117	N/A	N/A	G55	Actes répréhensibles	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2024-2025, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2024-2025 : a) les endroits et dates de départ et de retour; b) la copie des programmes et rapports de mission; c) les personnes rencontrées; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; f) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés; g) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant les détails de ces ententes et les résultats obtenus à ce jour; h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.

	Description	Coût total	Participants
Voyage à : Date : But du voyage :	Anchorage 9 au 13 avril 2024 Participation à Arctic Encounter Symposium	3 804 \$	Catherine Hébert, conseillère aux affaires externes
Voyage à : Date : But du voyage :	Ottawa 23 au 27 avril 2024 Participation au cercle des jeunes leaders	2 728 \$	Julie Simone Hébert, directrice des programmes et des relations territoriales
Voyage à : Date : But du voyage :	New York, États-Unis 20 au 22 mai 2024 Participation au Society for mining, metallurgy and exploration 2024 Current Trends in Mining Finance (CTMF) à New York afin de promouvoir les occasions d'investissement du Québec auprès d'investisseurs américains.	4 514 \$	Martin Gagnon, directeur, Bureau de commercialisation Patrick Beaudesne, président-directeur général

	Description	Coût total	Participants
Voyage à : Date : But du voyage :	Whitehorse 2 au 6 juin 2024 Rencontre du Center for the North dont la SPN est membre. Thématique de la rencontre : Throughout this meeting we will look at the intricate dynamics of Indigenous knowledge, land stewardship, partnerships, business development and evolving land-use planning practices. Through engaging discussions and interactive sessions, participants will explore the opportunities and challenges for various stakeholders and rightsholders.	3 240 \$	Ophélie Tremblay Grenier, conseillère en développement durable, Pôle d'expertise en développement durable
Voyage à : Date : But du voyage :	Reykjavik, Islande 17 au 24 octobre 2024 Participation au Forum de l'Arctic Circle	13 442 \$	Patrick Beauchesne, président-directeur général Catherine Hébert, conseillère aux affaires externes Maryse Quimper, directrice des affaires autochtones, des affaires externes et des communications
Voyage à : Date : But du voyage :	Nuuk - Sissimiut au Groenland 15 au 24 octobre 2024 Rencontrer les organisations locales et échanger sur la gestion des matières résiduelles et l'approvisionnement en eau et la collecte des eaux usées de même que les installations portuaires. Déplacement effectué avec des représentants de l'Administration régionale Kativik.	19 182 \$	Nathalie Tremblay, conseillère principale Faustin Habiyaemye, conseiller en infrastructures

	Description	Coût total	Participants
Voyage à :	Londres, Royaume-Uni		
Date :	30 novembre au 6 décembre 2024		
But du voyage :	Mission en attraction d'investissements organisée par le MRNF et Investissement Québec/Ressources Québec. Participation au Resourcing Tomorrow London organisé par Mines and Money.	3 933 \$	Louis Morneau, vice-président de la Vice-présidence au développement durable et aux partenariats en territoire nordique
Voyage à :	Ottawa		
Date :	9 au 12 décembre 2024		
But du voyage :	Participation au congrès annuel de l'ArcticNet.	1 034 \$	Catherine Hébert, conseillère aux affaires externes

Les sous-questions c), f), g) et h) ne semblent pas pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur les pages Web de la Société du Plan Nord en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 18) : quebec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/societe-plan-nord

Information au 31 janvier 2025

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 2 Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2024-2025 : a) les raisons du déplacement; b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; c) les coûts ventilés.

Déplacements en avion au Québec de monsieur Patrick Beaudesne, président-directeur général

b) Itinéraire	Date de départ	Date de retour	c) Coût	a) Raison du déplacement
Sept-Îles	2024-05-27	2024-05-31	3 173 \$	Tournée Plan d'action nordique 2023-2028 en Côte-Nord
Sept-Îles	2024-06-12	2024-06-13	1 977 \$	Conseil d'administration de la Société ferroviaire et portuaire de Pointe-Noire (SFPPN) et annonce d'un projet
Chisasibi, Radisson	2024-09-10	2024-09-13	3 800 \$	Conseil d'administration de la Société du Plan Nord en territoire nordique

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur les pages Web de la Société du Plan Nord en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 17) : quebec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/societe-plan-nord.

Information au 31 janvier 2025

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 3 Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur les réseaux sociaux et sur les sites Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2024-2025 , et les prévisions pour 2025-2026; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) le but visé par chaque dépense; e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie g) la répartition du placement média en indiquant le coût par média ainsi que les dates de diffusion; h) le rapport de statistiques sur la portée et la clientèle visée et l'atteinte des objectifs ou toute évaluation réalisée de l'impact de la campagne.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur les pages Web de la Société du Plan Nord en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 24) : quebec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/societe-plan-nord.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique. Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale*.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 4 Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément : Par le cabinet ministériel : a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement. d) si l'événement s'est tenu virtuellement; Par le ministère ou l'organisme : e) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement; f) le but visé par chaque dépense; g) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement. h) si l'événement s'est tenu virtuellement; Par un professionnel ou par une firme externe : i) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement; j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; m) le but visé par chaque dépense; n) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement; o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Type d'événement e)	But f)	Fournisseurs l)	Coût global e)
Conférence de presse	Annonce à Havre-Saint-Pierre - Investissement pour la réfection de la glace de l'aréna	Disco Flash	1 795 \$
			1 795 \$

Les sous-questions c), g), n), d), h), o), j), k) et n) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits ou sont déjà répondues.

Information au 31 janvier 2025

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 5 La liste des dépenses en formation de communication, en incluant celles du cabinet ministériel : Organisée par le ministère ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement; b) le but recherché par chaque dépense; c) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie. Données par un professionnel ou une firme externe : d) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu; h) le but visé par chaque dépense; i) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.

a), b) et g) Les sommes dépensées en 2024-2025 pour les formations relatives à la communication sont de 10 594 \$. Deux (2) formations de communication ont été offertes aux employés de la Société par des professionnels ou firmes externes :

1. Rédiger pour convaincre - Principes de rédaction stratégique (Université Laval) : 4 700 \$

But visé : rédiger plus efficacement des documents stratégiques de tous types : rapports, notes de breffage, écrits de routine. Accroître la portée de ses arguments en améliorant la structure, la clarté et la concision de ses textes.

2. Anglais conversationnel (Global Lingua) : 5 894 \$

But visé : Parfaire la communication et la compréhension de la langue anglaise pour mieux accompagner la population anglophone, notamment la population autochtone, au nord du 49e parallèle.

Les sous-questions c) et f) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

Les sous questions d) e) h) i) sont déjà répondues par d'autres sous-questions de cette même question.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur les pages web de la Société du Plan Nord en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 22 et 23).

quebec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/societe-plan-nord

Information au 31 janvier 2025

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 6 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Contrats de moins de 25 000 \$

a) Nom du fournisseur	c) Objet du contrat octroyé	e) Montant
Accès admin inc.	Services de traduction	1 900 \$
Alpha traduction et interprétation inc.	Service de traduction et audiovisuel	6 754 \$
BB Immigration	Services d'accompagnement en ressources humaines dossier employé immigrant	6 651 \$
Cain Lamarre SENCRL	Services juridiques en droit des affaires	22 500 \$
Cain Lamarre SENCRL	Services juridiques en droit du travail	20 000 \$
Courrier parlementaire	Abonnement Le Courrier parlementaire	2 200 \$
Dépanneur du Malin inc.	Hébergement rencontre du conseil d'administration 12 septembre 2024	2 500 \$
Disco Flash	Audiovisuel conférence de presse	1 800 \$
Duchesne Sentier inc.	Location véhicule avec chauffeur	2 257 \$

a) Nom du fournisseur	c) Objet du contrat octroyé	e) Montant
Forgescom	Mise à jour de l'outil "Audit préqualification auprès des grands donneurs d'ouvrage "	10 475 \$
Formation linguistique Global Lungua inc.	Cours d'anglais conversationnel individuels et personnalisés	2 699 \$
GES Canada ltée	Impressions, location de mobilier et installation d'un kiosque Xplor 2024	2 310 \$
Gestion Conseil Mario Côté inc.	Formation aux gestionnaires	1 600 \$
Gosecure inc.	Réalisation d'un balayage de vulnérabilités informatiques	3 600 \$
InnVest Hotels GP Ltd.	Hébergement pour rencontre du conseil d'administration 12 décembre 2024	6 530 \$
InnVest Hotels GP Ltd.	Hébergement pour rencontre du conseil d'administration 17 avril 2025	8 700 \$
InnVest Hotels GP Ltd.	Hébergement pour rencontre du conseil d'administration 19 juin 2025	8 700 \$
InnVest Hotels GP Ltd.	Hébergement pour rencontre du conseil d'administration 20 février 2025	8 700 \$
InnVest Hotels GP Ltd.	Hébergement pour rencontre du conseil d'administration 23 octobre 2025	8 700 \$
Hotel Waastooskuun inc.	Hébergement pour rencontre du conseil d'administration 11 septembre 2024	4 000 \$
Jobillico inc.	Renouvellement abonnement annuel	4 540 \$
Marie-France Marin, conférencière	Conférence en lien avec la certification Entreprise en santé	3 210 \$
Mathieu Dupuis Photographe	Banque de photos du territoire nordique	24 900 \$
Nicolas Girard	Participation à un comité de sélection du FIN (printemps 2024)	5 000 \$
Nicolas Girard	Participation à un comité de sélection du FIN (hiver 2025)	5 000 \$

a) Nom du fournisseur	c) Objet du contrat octroyé	e) Montant
Ouje-Bougoumou Recreation Sports Association	Location salle	2 000 \$
Palace Royal	Location de salle et traiteur	3 100 \$
Raymond Chabot Grant Thornton inc.	Services fiscaliste	15 000 \$
Terranova Worldwide Corporation	Acquisition licences d'utilisateurs et administration d'une plateforme de sensibilisation à la sécurité de l'information	5 200 \$
Tremblay Bois Mignault Lemay SENCRL	Services-conseils juridiques	20 000 \$
Université Laval	Formation "Rédiger pour convaincre: Principes de rédaction stratégiques"	4 700 \$
Wolters Kluwer	Abonnement annuel	3 127 \$

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.gouv.qc.ca>.

Les questions b) d) f) g) ne semblent pas pertinentes à l'étude de crédit.

Information au 31 janvier 2025

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 7 Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.gouv.qc.ca>.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 8 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025 : a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégorie (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.**

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.gouv.qc.ca>, ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 9 Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics. m) le nombre et la liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2024-2025.

m) Aucune pénalité à des sous-traitants dans le domaine des TI n'a été appliquée.

Les sous-questions c), h), j), k) et l) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

Pour les sous-questions a), b), d), e), f), g) et i), l'information sur les projets informatiques de plus de 500 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca>.

Information au 31 janvier 2025

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

10 Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir : a) les coûts estimés par année ; b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données; c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité; d) la liste des fournisseurs; e) une copie du plan de déploiement.

b) Aucun coût pour l'hébergement de données en infonuagique.

c) Aucun coût pour des pénalités de dépassement de capacité.

d) Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique sont disponibles sur Internet à l'adresse suivante: https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/gouvernement/faireaffaire/Appels_d_offres_et_acquisitions/Courtier_en_infonuagique/LI_prestataires_qualifies_AO_courtier.pdf.

Les sous-questions a) et e) ne semblent pas pertinentes à l'exercice de l'étude des crédits.

Information au 31 janvier 2025

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 11 De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2024-2025, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes : a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec.

Pour l'ensemble de la Société du Plan Nord, en 2024-2025, le montant de chacune des dépenses suivantes :

a) La photocopie :	5 507 \$
b) Le mobilier de bureau et c) l'ameublement :	- \$
d) La décoration et l'embellissement :	- \$
e) Le distributeur d'eau de source :	419 \$
f) Le remboursement des frais de transport :	210 479 \$
g) Le remboursement des frais d'hébergement :	123 147 \$
h) Le remboursement des frais de repas :	35 760 \$
i) Le remboursement des frais d'alcool et de fêtes :	- \$
j) L'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :	
	I. a) au Québec 103 442 \$
	II. b) à l'extérieur du Québec 2 344 \$

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale*.

Information au 31 janvier 2025

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 12 De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2024-2025, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie : a) le coût des contrats téléphoniques; b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu; e) le nombre de téléphones cellulaires et de téléphones intelligents; f) le coût d'acquisition des appareils; g) le coût d'utilisation des appareils; h) les noms des fournisseurs; i) les ordinateurs portables; j) les iPad ou autre type de tablette électronique.

b) Coût des frais d'itinérance :	2 200 \$
c) Coût des frais de dépassement de données :	- \$
d) Coûts de résiliation :	- \$

Les sous-questions e), i), et j) ne semblent pas pertinentes à l'exercice de l'étude des crédits.

Pour les sous-questions a), f), g) et h), l'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur la page Québec.ca de la Société du Plan Nord en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 25) : quebec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/societe-plan-nord.

Information au 31 janvier 2025

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 13 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : a) le nombre et la répartition, par tranche d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus; b) le nombre et la répartition, par tranche d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins; c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel; d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) : - le coût moyen par employé, selon la classe de travail; f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel; g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; h) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers; i) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); j) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir; k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie; l) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires; m) le nombre d'employés permanents et temporaires; n) le nombre de départs volontaires, ventilé par raison du départ; o) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi; p) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs; q) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région; r) le nombre de postes demeurés vacants en raison des mesures de contrôle des dépenses (gel de recrutement) décrétées par le gouvernement du Québec le 1er novembre 2024.

- h) En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*. Le paragraphe 1^o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette Loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.
- o) q) r) Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.

Les réponses pour les questions a), b), c), d), e), f), g), i), j), k), l), m), n), et p) seront transmises par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Information au 31 janvier 2025

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 14 Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour l'année 2025-2026 :**
- a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;**
 - b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;**
 - c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.**

a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

b) Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines : 8.

c) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats : 1.

Information au 31 janvier 2025

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 15 **Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2024-2025 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) le coût total de ladite location; d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; e) la durée du bail; f) propriétaire de l'espace loué; g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation. h) la superficie totale réellement occupée; i) la superficie inoccupée; j) le coût de location au mètre carré; k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.**

d) Les coûts d'aménagement et de rénovation : 0 \$ en 2024-2025.

e) La Société du Plan Nord conclut des ententes d'occupation avec la Société québécoise des infrastructures qui sont renouvelées annuellement.

g) Aucune entente d'occupation n'a été résiliée au cours de l'année.

Les sous-questions h), i), j) et k) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

Pour les sous-questions a), b), c) et f), l'information est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur les pages Web de la Société du Plan Nord en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27) : quebec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/societe-plan-nord.

Information au 31 janvier 2025

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 16 Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministères ou de l'organisme en 2024-2025, fournir : a) la liste des actifs excédentaires inoccupés; b) la valeur estimée de ceux-ci; c) les coûts d'entretien annuel; d) le nombre de pieds carrés de ceux-ci.**

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 17 Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2024-2025, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.**

La Société du Plan Nord n'a engagé aucun coût pour le déménagement, l'aménagement, la rénovation ou d'autres travaux pour les bureaux de la haute direction.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 18** Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2024-2025, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) la masse salariale totale par cabinet; e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; f) la prime de départ versée, le cas échéant; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2024-2025; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Cette question ne concerne pas la Société du Plan Nord.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 19 Liste des sommes d'argent versées en 2024-2025, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministre ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministre ou l'organisme.**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur les pages Web de la Société du Plan Nord en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 26) : quebec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/societe-plan-nord.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 20 Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu; g) les prévisions pour 2025-2026.**

La Société du Plan Nord n'a pas de personnel hors structure.

Information au 31 janvier 2025

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 21 Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2025-2026.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 22 Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2024-2025, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) par catégorie d'âge; c) prévisions pour 2025-2026.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 23 Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).**

La Société du Plan Nord n'a pas de personnel affecté à d'autres organismes.

Information au 31 janvier 2025

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 24 Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2024-2025, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande. Ventiler le montant total par catégorie.

Liste des abonnements

Type d'abonnement	a) Coût	b) Fournisseur	c) Nature du service
Annuel	26 404 \$	Cision	Revue de presse
Annuel	1 812 \$	Le Courrier Parlementaire	Revue de presse de l'actualité à l'Assemblée nationale
Annuel	1 375 \$	CNW Telbec	Diffusion de communiqués de presse
Annuel	2 079 \$	Wolter Kluwer	Abonnement

La sous-question d) ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Information au 31 janvier 2025

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 25 Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.**

356 \$ ont été déboursés pour la participation à des conférences organisées par des chambres de commerce sur le territoire nordique.

Information au 31 janvier 2025

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 26 Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) le nombre de (« hits ») par mois; g) nombre de visiteurs uniques mensuellement; h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines; i) la fréquence moyenne de mise à jour; j) le responsable du contenu sur le site.**

La Société n'a plus de site Internet. Les données informationnelles de la Société du Plan Nord ont été migrées vers Québec.ca conformément à la Stratégie de transformation numérique gouvernementale et à la Stratégie d'optimisation des communications numériques et des présences Web gouvernementales.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 27 Pour 2024-2025, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant : a) les régions et les villes visitées; b) les personnes et organismes rencontrés; c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants; d) les raisons du déplacement; e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; f) les coûts ventilés; g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Les visites et les rencontres du président-directeur général dans les régions du Québec :

a) Lieu	d) e) Raison du déplacement et date	Frais transport	Frais taxi	Hébergement	Stationnement	Repas
Shawinigan	Panelliste - Sommet sur la batterie - 15 mai 2024	140 \$				
Montréal	Présentation du Plan d'action nordique (PAN) 2023-2028 23 mai 2024	67 \$			8 \$	4 \$
Côte-Nord	Tournée Côte-Nord : visites, rencontres et entrevues à Baie-Comeau et Sept-Îles concernant le PAN 23-28. Évènements publics sur invitation pour présentation du PAN 23-28 à Baie-comeau et Sept-Îles. Participation au Gala 10 ans INREST. 27 au 31 mai 2024	2 177 \$	74 \$	709 \$		213 \$

a) Lieu	d) e) Raison du déplacement et date	Frais transport	Frais taxi	Hébergement	Stationnement	Repas
Sept-Îles	Conseil d'administration de la Société ferroviaire et portuaire Pointe-Noire Annonce port de Sept-Îles 12 au 14 juin 2024	1 589 \$		200 \$	57 \$	66 \$
Montréal	Présentation du PAN 23-28 à l'AGA de l'Assemblée des Premières Nations. Allocution de la ministre 9 juillet 2024					44 \$
Chibougamau - Radisson	Conseil d'administration de la Société sur le territoire 11 au 13 septembre 2024	3 194 \$		420 \$		185 \$

Les sous-questions b) c) g) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

Information au 31 janvier 2025

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 28 La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2024-2025 : a) le détail des mandats; a) le coût (déplacements, etc.); c) le nombre de ressources affectées; d) le nombre de rencontres; e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre; f) l'objet; g) les dates.**

Cette question ne concerne pas la Société du Plan Nord.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 29 Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 30 Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 31 L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2025-2026.**

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2024-2025 des ministères et organismes.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

32 Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du trésor pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 33 Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 et 2025-2026, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.**

La Société du Plan Nord n'a reçu aucune somme en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement en 2024-2025.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 34 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.**

La Société du Plan Nord n'a versé aucune prime au rendement ou boni en 2024-2025.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 35 Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2024-2025 le montant total des primes au rendement, des ajustements salariaux non récurrents et des bonis versés au personnel de cabinet.**

Cette question ne concerne pas la Société du Plan Nord.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 36 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.**

La Société du Plan Nord n'a pas versé de montant à titre d'indemnité de départ pendant l'année 2024-2025.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 37 Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2024-2025 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Information au 31 janvier 2025

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 38 La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2024-2025 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2025-2026. Pour chacun de ces programmes existants en 2024-2025, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2025-2026, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 39 Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

40 Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a) la dépense totale (opération et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

a) Selon sa programmation des ressources informationnelles, la dépense totale prévue de la Société du Plan Nord en 2024-2025 s'élève à 1,7 M \$.

b) Les informations sont disponibles au tableau de bord (tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca).

c) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

d) et e) L'information recherchée se retrouve à l'adresse Internet suivante :

<https://www.donneesquebec.ca/recherche/dataset/portrait-de-la-main-d-oeuvre-en-ti-de-la-fonction-publique-du-quebec>

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 41 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

42 Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.

a) La dépense totale relative au paiement des cotisations est de 2 030 \$.

b) Les associations, ordres ou corporation professionnelles pour lequel un paiement maximal de 800 \$ a été effectué sont :

- Ordre des ingénieurs du Québec;
- Ordre des comptables professionnels agréés du Québec.

c) 4 employés ont bénéficié du paiement complet ou partiel des cotisations.

Information au 31 janvier 2025

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 43 Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) la date; b) la nature; c) les questions posées; d) les réponses; e) la firme retenue; f) les coûts.**

La Société du Plan Nord n'a pas réalisé de sondage entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025.

Les sous-questions a), b), c) et d) ne semblent pas pertinentes à l'exercice de l'étude des crédits.

Information au 31 janvier 2025

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 44 Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.**

La Société du Plan Nord a dépensé 185 \$ pour compenser les émissions de gaz à effet de serre produits par la tenue de la Journée des donneurs d'ordres et des fournisseurs du 28 mars 2024.

Information au 31 janvier 2025

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 45 Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région : a) fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2024-2025; b) nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transféré en région en 2024-2025 en précisant la région d'origine et la région de destination; c) nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.**

L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante : quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation.

Information au 31 janvier 2025

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 46 Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2024-2027.**

Aucune somme n'est prévue pour le Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2024-2025.

Le Plan d'action 2023-2026 est disponible sur sur les pages Web de la Société du Plan Nord : quebec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/societe-plan-nord.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 47 Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : m) Plan d'action de développement durable 2023-2028.**

Pour l'année 2024-2025, la Société du Plan Nord n'a pas investi de sommes dans les actions de son Plan d'action de développement durable 2023-2028. Aucune action de ce plan ne nécessitait d'investissement au cours de la période visée. La Société du Plan Nord a opté pour une nouvelle approche faisant du développement durable une partie intégrante de l'ensemble de ses planifications, par conséquent le Plan d'action de développement durable 2023-2028 évolue au même rythme que les planifications d'où proviennent les actions qui le constituent.

Le Plan d'action de développement durable 2023-2028 est disponible sur la page Web de la Société du Plan Nord dans Québec.ca : cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/org/spn/Publications/Plans_action/PADD-SPN-2023-2028_.pdf

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 48 Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : a) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 49 Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de : III) tout autre plan d'action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l'organisme est impliqué.**

L'information concernant tout autre plan d'action ministériel ou interministériel se retrouve notamment au Rapport annuel de gestion ainsi qu'aux Plans annuels de gestion des dépenses des ministères et des organismes.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 50 Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2024-2025, au sein du ministère ou de l'organisme : a) nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme; b) nombre d'employés au total en ayant bénéficié; c) nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2024; d) la proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié; e) nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.**

Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la Politique-cadre en matière de télétravail qui peut être consultée à l'adresse suivante :

cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf.

Le télétravail à la Société du Plan Nord n'est pas encadré par la politique-cadre en matière de télétravail, car la Société n'est pas assujettie à la Loi sur la fonction publique.

Information au 31 janvier 2025

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

51 Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

La Société du Plan Nord a procédé au remboursement de 2 563 \$ auprès de ses employés pour l'achat de matériel permettant d'améliorer l'ergonomie requise pour le télétravail.

Information au 31 janvier 2025

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

52 Concernant toute mesure de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2024-2025 : a) les sommes dépensées; b) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

a) Dans le cadre de l'attestation "Entreprise en Santé", une conférence traitant du stress au travail a été organisée le 21 novembre 2024 au coût de 3 200 \$.

b) Une somme de 3 200 \$ en ressources externes a été dépensée dans le cadre de la conférence du 21 novembre 2024.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : seao.ca ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Information au 31 janvier 2025

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 53 Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs.**

Cette question ne concerne pas la Société du Plan Nord.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 54 Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2024-2025. Indiquer : a) le lieu; b) le coût; c) la ou les dates de participation; d) le nombre de participants; e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; f) le nom de la formation ou de l'activité.**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur les pages Web de la Société en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23) : quebec.ca.quebec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/societe-plan-nord.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 55 Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025 : a) la liste de tous les concours et tirages réalisés; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d) la liste des concours qui ont pris fin.**

La Société du Plan Nord ne réalise pas de concours ou de tirages destinés à la clientèle externe (citoyen, entreprise, etc.).

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

56 Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025: a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques; b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques; c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme; d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2024-2025 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

a) Quatre employés sont affectés aux communications et/ou affaires publiques.

b) Le montant dépensé par la division des communications est : 414 779 \$

c) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

d) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2024-2025 au sein de la direction des communications : se référer à la question 6 des demandes de renseignements généraux.

Information au 31 janvier 2025

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

57 Pour le ministère et chacun de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : a) le nombre d'incidents de sécurité de l'information; b) le type d'incidents; c) les sommes dépensées en gestion des incidents.

En ce qui a trait à l'information recherchée, nous vous informons que ces renseignements sont confidentiels au sens de l'article 28.1 de la Loi sur l'accès.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 58** Veuillez nous fournir la liste des rencontres de planification stratégique de type « lac-à-l'épaule » tenues par le ministère ou l'organisme en indiquant : a) Les dates; b) L'endroit précis; c) La liste des personnes présentes; d) L'ordre du jour; e) Les procès-verbaux; f) Les coûts détaillés (frais de location, d'hébergement, repas, déplacement, location d'équipement, conférencier, etc.).

La SPN n'a pas tenu de rencontre de planification stratégique. Sa planification stratégique couvre la période 2023-2028. Les rencontres ont été de nature opérationnelle.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

59 Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages a) nombre de stagiaires reçus; b) heures de stages effectuées; c) rémunération totale déboursée.

a) Nombre de stagiaires reçus : 1

b) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

c) Rémunération totale déboursée : 14 100 \$.

Information au 31 janvier 2025

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

60 Fournir les dépenses allouées à la consultation avec des Autochtones : a) fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.

Aucune consultation autochtone en 2024-2025.

Information au 31 janvier 2025

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

61 Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : seao.ca, ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

62 Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 63 Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42e législature. Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

64 Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

La Société du Plan Nord ne perçoit pas d'amende en vertu de l'application d'une loi.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

65 Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://seao.gouv.qc.ca> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

66 Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventilés par catégorie.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2024-2025 des ministères et organismes.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

67 Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.

La réponse à cette question (valeur des immeubles) sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

68 Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

69 Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.

L'information recherchée est disponible sur le site Internet de la Société québécoise d'information juridique à l'adresse suivante: soquij.qc.ca/a/fr.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 70 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2023-2024 2024-2025 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande.**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://seao.gouv.qc.ca>.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 71 Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2023-2024 2024-2025 : a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article); c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.**

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2024-2025 de la Société du Plan Nord.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 72 Pour 2024-2025, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.**

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

73 La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

Aucun honoraire n'a été versé relativement à ces comités.

Nom du comité	Brève description du mandat	Liste des membres	Ministère ou organisme responsable
Comité projet pilote sur les territoires de conservation nordiques (TCN)	Finaliser l'élaboration du mécanisme TCN par la mise en œuvre d'un projet pilote TCN en territoire d'intérêt naskapi.	Composé de représentants des organismes suivants : Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, Société du Plan Nord, Administration régionale Kativik, Nation Naskapie de Kawawachikamach.	Ministère des Ressources naturelles et des Forêts (MRNF)

Nom du comité	Brève description du mandat	Liste des membres	Ministère ou organisme responsable
<p>Groupe de travail sur les territoires de conservation nordiques (GT-TCN). Auparavant appelé Groupe de travail sur l'affectation 30 % (GT-30%)</p>	<p>Proposer au gouvernement du Québec un mécanisme d'affectation prioritaire de 30 % du territoire du Plan Nord dédié à la protection de l'environnement, à la sauvegarde de la biodiversité et à la mise en valeur de divers types de développement.</p>	<p>Composé de représentants des organismes suivants : Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, Société du Plan Nord, Ministère des Ressources naturelles et des Forêts, Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit, nations crie, innue, inuite et naskapie, Institut nordique du Québec (Université Laval), Association minière du Québec, Association de l'exploration minière du Québec, Conseil de l'industrie forestière du Québec, Gouvernement régional Eeyou Istchee Baie-James, Hydro-Québec, ainsi que des représentants des régions du Saguenay–Lac-Saint-Jean et de la Côte-Nord.</p>	<p>Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP) Société du Plan Nord (SPN)</p>
<p>Comité directeur sur la diversité biologique</p>	<p>Faciliter la collaboration, la concertation et la participation interministérielle lors de la réalisation de projets relatifs à la biodiversité qui répondent à des enjeux communs ou transversaux.</p>	<p>Composé de représentants des organismes suivants : Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, Société du Plan Nord, ministère des Ressources naturelles et des Forêts, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère des Relations internationales et de la Francophonie, ministère de l'Éducation, ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, ministère du Conseil exécutif, Secrétariat aux relations avec les Premières nations, ministère des Transports et de la Mobilité durable et ministère du Tourisme.</p>	<p>MELCCFP</p>

Nom du comité	Brève description du mandat	Liste des membres	Ministère ou organisme responsable
Réseau des responsables des Unités de relations canadiennes	Veiller au maintien de l'intégrité des institutions démocratiques du Québec en s'appuyant sur le respect des compétences des ordres de gouvernement au Canada.	Composé de représentants des organismes suivants : ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, Société du Plan Nord, ministère du Conseil exécutif, ministère des Finances, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, Société d'habitation du Québec, ministère de la Justice, ministère des Relations internationales et de la Francophonie, ministère des Transports et de la Mobilité durable, Secrétariat du Conseil du trésor, ministère de l'Immigration de la Francisation et de l'Intégration, ministère de l'Éducation, ministère de la Sécurité publique, ministère de l'Enseignement supérieur, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Sous la gouverne du Secrétariat du Québec aux relations canadiennes.	Secrétariat du Québec aux relations canadiennes (SQRC)

Nom du comité	Brève description du mandat	Liste des membres	Ministère ou organisme responsable
Comité interministériel sur les relations Québec – États-Unis	Le comité interministériel sur les relations Québec – États-Unis réunit les ministères et organismes (M/O) du gouvernement du Québec entretenant des relations avec les États-Unis. Ce comité vise à partager les éléments du contexte politique, économique, législatif et autre aux États-Unis pouvant avoir un impact sur le Québec, échanger sur les actions menées aux États-Unis ainsi que sur les activités se déroulant au Québec telles que des visites d'élus américains et offrir un lieu de réflexion et de discussion pour développer des stratégies et/ou des positions communes.	Composé de représentants des organismes suivants : ministère des Relations internationales et de la Francophonie, ministère de la Culture et des Communications, ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, ministère de l'Éducation, ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, ministère des Finances, ministère des Ressources naturelles et des Forêts, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Sécurité publique, ministère du Tourisme, ministère des Transports et de la Mobilité durable, Fonds de recherche du Québec , Investissement Québec, Les Offices jeunesse internationaux du Québec, Société du Plan Nord, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, ministère de la Cybersécurité et du Numérique, ministère de l'Enseignement supérieur ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.	Ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF)

Nom du comité	Brève description du mandat	Liste des membres	Ministère ou organisme responsable
Équipe environnementale internationale	Ce comité vise à offrir une opportunité privilégiée pour échanger sur des enjeux d'actualité et d'intérêt commun, afin de garantir un déploiement efficace et concerté de la diplomatie environnementale du gouvernement du Québec.	Composé de représentants des organismes suivants : Ministère des Relations internationales et de la Francophonie , ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, Investissement Québec ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, ministère des Ressources naturelles et des Forêts, ministère de la Sécurité publique, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, Recyc-Québec, Hydro-Québec, Société du Plan Nord.	MRIF
Réseau des répondants en relations internationales	Comité du Ministère des Relations internationales et de la Francophonie rassemblant les responsables en affaires internationales de chaque ministère et organisme visant à les mettre à jour sur les différentes politiques, règles et exigences gouvernementales en la matière	Tous les ministères et organismes sont impliqués.	MRIF

Nom du comité	Brève description du mandat	Liste des membres	Ministère ou organisme responsable
<p>Sous-comité de l'Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ) sur le Plan d'action national élargi Phase 2</p>	<p>Accompagner la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024 - Plan d'action national phase 2 (2020-2024).</p>	<p>Composé de représentants des organismes suivants : Ministère de l'Éducation, Hydro-Québec, Société d'habitation du Québec, Société du Plan Nord, Société québécoise des infrastructures, ministère de l'Enseignement, ministère de la Famille, ministère du Tourisme, ministère de la Culture et des Communications, ministère de la Cybersécurité et du Numérique, ministère de la Sécurité publique, ministère des Transports et de la Mobilité durable ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, ministère du Conseil exécutif, ministère des Ressources naturelles et des Forêts ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, Faune et des Parcs, ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, Secrétariat du Conseil du trésor, ministère de l'Immigration de la Francisation et de l'Intégration, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Sûreté du Québec, Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, Régie du bâtiment du Québec, Office des personnes handicapées du Québec, société des traversiers du Québec, Services Québec.</p>	<p>Organisation de la sécurité civile du Québec</p>

Nom du comité	Brève description du mandat	Liste des membres	Ministère ou organisme responsable
Comité interministériel - Promouvoir et adapter les instruments de soutien au développement des chaînes de valeur de minéraux critiques et stratégiques (MCS)	Le mandat de ce comité dans le cadre du Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques se décline en deux volets : - promouvoir les instruments de soutien au développement des chaînes de valeur des MCS du gouvernement; - adapter à la réalité régionale, le cas échéant, lesdits instruments (ex. : bonification de crédits d'impôt, programmes, etc.) afin de favoriser la transformation en région.	Composé de représentants des organismes suivants : Ministère des Ressources naturelles et des Forêts, Société du Plan Nord, Investissement Québec.	SPN
Comité directeur interministériel - Projet de réfection de la route Billy-Diamond	Comité directeur du projet de la phase I de la réfection de la route Billy-Diamond afin d'assurer le respect de la portée, du budget et de l'échéancier du projet.	Composé de représentants des organismes suivants : Ministère des Ressources naturelles et des Forêts, Société du Plan Nord, Secrétariat du Conseil du trésor, ministère des Transports et de la Mobilité durable, Société de développement de la Baie-James, ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.	MRNF
Comité directeur - Complexe immobilier de l'Institut nordique du Québec	Comité directeur du projet de construction du complexe immobilier de l'Institut nordique du Québec, sur le site de l'Université Laval à Québec, afin d'assurer le respect de la portée, du budget et de l'échéancier du projet.	Composé de représentants des organismes suivants : Société du Plan Nord, ministère de l'Enseignement supérieur, Société québécoise des infrastructures, Université Laval, Institut nordique du Québec.	Université Laval

Nom du comité	Brève description du mandat	Liste des membres	Ministère ou organisme responsable
Comité interministériel de développement durable	Appuyer le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs dans l'élaboration et la mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale de développement durable.	Composé des sous-ministres et dirigeants des ministères et organismes du gouvernement assujettis à la <i>Loi sur le développement durable</i> .	MELCCFP
Comité interministériel de mise en œuvre du Plan d'action nordique	Assurer l'élaboration et la réalisation des actions inscrites au PAN et répondre aux enjeux liés à celles-ci.	Composé de représentants des organismes suivants : ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Conseil des arts et des lettres du Québec, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, ministère de la Culture et des Communications, ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, ministère de l'Éducation, ministère de l'Enseignement supérieur, ministère de la Famille, ministère de la Justice, ministère des Relations internationales et de la Francophonie, ministère de la Sécurité publique, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère du Tourisme, ministère des Transports et de la Mobilité durable, Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit, Société d'habitation du Québec, RECYC-QUÉBEC, Société de développement de la Baie-James, Secrétariat du Conseil du trésor, ministère des Finances.	SPN

Nom du comité	Brève description du mandat	Liste des membres	Ministère ou organisme responsable
Comité mines MRNF-SPN-SDBJ	Coordonner les actions dans le domaine minier entre les deux organisations en fonction de leurs responsabilités respectives.	Composé de représentants des organismes suivants : de la Société du Plan Nord, de la Société de développement de la Baie-James et ministère des Ressources naturelles et des Forêts.	MRNF
Comité interministériel de la recherche et de l'innovation	Coordonner l'action des ministères et des organismes en matière de recherche et d'innovation.	Composé de représentants des organismes suivants : Société du Plan Nord, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère des Ressources naturelles et des Forêts, ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, Société d'habitation, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, ministère des Finances, ministère de la Santé et des Services sociaux, Curateur public, ministère de la Famille, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère des Relations internationales et de la Francophonie, ministère de la Justice, Secrétariat du Conseil du trésor, ministère du Conseil exécutif, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère de l'Enseignement supérieur, ministère des Transports et de la Mobilité durable, ministère de la Sécurité publique et ministère du Tourisme.	Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIE)

Nom du comité	Brève description du mandat	Liste des membres	Ministère ou organisme responsable
Comité de suivi lac Cambrien	Assurer le suivi des engagements de l'Entente particulière pour la conservation du lac Cambrien/lac Nachicapau/Fort Mackenzie.	Composé de représentants des organismes suivants : Société du Plan Nord, Administration régionale Kativik, Société Makivik, Hydro-Québec, ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, ministère des Ressources naturelles et des Forêts, Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit et de la Nation naskapie de Kawawachikamach.	Nation naskapie de Kawawachikamach
Comité de gouvernance interministériel du Plan québécois de valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025	Assurer le suivi de la mise en oeuvre des mesures contenues dans le Plan québécois de valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025.	Composé de représentants des organismes suivants : Société du Plan Nord, ministère des Ressources naturelles et des Forêts, ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, Investissement Québec.	MRNF
Comité de promotion du secteur minier	Planification et réalisation d'actions de promotion du secteur minier auprès d'investisseurs internationaux.	Composé de représentants des organismes suivants : Société du Plan Nord, ministère des Ressources naturelles et des Forêts, ministère des Relations internationales et de la Francophonie et d'Investissement Québec.	MRNF
Comité de coordination de l'Entente bilatérale intégrée - Volet des infrastructures de collectivités rurales et nordiques	Assurer le suivi de l'Entente bilatérale intégrée pour la priorisation des projets à soumettre et leur suivi.	Composé de représentants des organismes suivants : Société du Plan Nord, ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, ministère des Ressources naturelles et des Forêts, Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit.	MEIE

Nom du comité	Brève description du mandat	Liste des membres	Ministère ou organisme responsable
Comité interministériel de haut niveau sur l'exemplarité gouvernementale en construction bois	Regrouper les ministères et organismes qui sont gestionnaires de projets, donneurs d'ouvrages, subventionnaires, ou autres, concernés par la construction de bâtiments ou d'infrastructures de génie civil, afin de veiller à ce que le gouvernement donne l'exemple quant à l'utilisation du bois dans la construction et coordonne les actions engagées à cette fin.	Composé de représentants des organismes suivants : Société du Plan Nord, ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, Société d'habitation du Québec, ministère des Ressources naturelles et des Forêts, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, ministère de l'Enseignement supérieur, ministère des Finances, Secrétariat du Conseil du trésor, ministère des Transports et de la Mobilité durable.	MRNF
Conférences administratives régionales (CAR) de la Côte-Nord, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Nord-du-Québec	Chaque CAR a pour mandat de favoriser la concertation entre les ministères et les organismes ou entreprises du gouvernement et la cohérence de leurs actions à l'échelle de la région, particulièrement en matière d'occupation et de vitalité des territoires (OVT).	La CAR est composée d'une personne responsable par région de tous les ministères et organismes assujettis à la <i>Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires (LAOVT)</i> et d'organismes gouvernementaux de développement régional, notamment.	Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH)

Nom du comité	Brève description du mandat	Liste des membres	Ministère ou organisme responsable
Conseils régionaux des partenaires du marché du travail de la Côte-Nord (CRPMT)	Les CRPMT définissent la problématique du marché du travail dans leur région et identifient des stratégies et des objectifs régionaux en matière de main-d'œuvre et d'emploi.	Composé de représentants des organismes suivants : Services Québec, ministère de l'Éducation, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, MRC de la Côte-Nord, Société du Plan Nord, ministère de l'Immigration, Francisation et de l'Intégration, ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, ministère de l'Éducation, ministère de l'Enseignement supérieur, Université du Québec à Chicoutimi, Université du Québec à Rimouski, Centre de formation professionnelle de Baie-Comeau, Centre de formation générale des adultes et de formation professionnelle A.W. Gagné, Centre de services scolaires du Fer, Cégep de Baie-Comeau, Centre de services scolaires de l'Estuaire, Cégep de Sept-Îles, Conseil central Côte-Nord, SEMO de la Côte-Nord, Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, Chambre de commerce et d'industrie de Manicouagan, Chambre de commerce de Sept-Îles, Atelier Laforge, Développement économique Sept-Îles, Autobus du Fer, MRC de la Minganie, Conseil des Innus de Ekuanitshit, Commission de la construction du Québec.	Services Québec

Nom du comité	Brève description du mandat	Liste des membres	Ministère ou organisme responsable
Conseils régionaux des partenaires du marché du travail du Nord-du-Québec (CRPMT)	Les CRPMT définissent la problématique du marché du travail dans leur région et identifient des stratégies et des objectifs régionaux en matière de main-d'œuvre et d'emploi.	Composé de représentants des organismes suivants : ministère de l'Éducation, ministère de l'Enseignement supérieur, Chantiers de Chibougamau, Centre de formation professionnelle Baie-James, Services Québec, Fédération des travailleurs et travailleuses Québec, Commission construction du Québec, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, Société du Plan Nord, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, ministère de l'Emploi et Solidarité sociale, Centre d'amitié Eenu de Chibougamau, Administration régionale Kativik, Administration régionale Baie-James, Centre de services scolaires Baie-James, Centre d'études collégiales à Chibougamau, Cégep de Saint-Félicien, SEMO Nord-Québec, Barrette-Chapais, Centre régional de santé et de services sociaux Baie-James, Solutions Techniques AM, Tourisme Baie-James, d'Hydrau-Mécanic.	Services Québec

Nom du comité	Brève description du mandat	Liste des membres	Ministère ou organisme responsable
Table interministérielle en amélioration continue	Partager des bonnes pratiques en amélioration continue et dans les domaines apparentés par une communauté regroupant des professionnels du secteur public québécois.	Composé de représentants des organismes suivants : Assemblée nationale du Québec, Centre d'acquisitions gouvernementales, CHU de Québec, CIUSSS de la Capitale-Nationale, Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail, Curateur public, Directeur des poursuites criminelles et pénales, Élections Québec, Financière agricole du Québec, ministère des Finances, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, ministère du Conseil exécutif, ministère de la Cybersécurité et du Numérique, ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, ministère de l'Éducation, ministère de la Famille, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère de la Justice, ministère des Ressources naturelles et des Forêts, ministère de la Sécurité publique, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère des Transports et de la Mobilité durable, Office québécois de la langue française, Régie d'assurance maladie du Québec, Régie du bâtiment du Québec, Régie des alcools, des courses et des jeux, Retraite Québec, Revenu Québec, Société d'assurance automobile du Québec, Secrétariat du Conseil du trésor, Société des établissements de plein air du Québec, Société du Plan Nord, Société québécoise des infrastructures, Vérificateur général du Québec, Université TÉLUQ, Université de Sherbrooke.	Assemblée nationale du Québec, ministère des Transports et de la Mobilité durable, Commission des normes, de l'Équité, de la Santé et de la Sécurité au travail, ministère des Ressources naturelles et des Forêts, Retraite Québec et ministère de l'Alimentation, des Pêcheries et de l'Agriculture du Québec

Nom du comité	Brève description du mandat	Liste des membres	Ministère ou organisme responsable
Comité interministériel sur les aires protégées d'initiative autochtone	Appuyer le MELCCFP dans le développement du statut d'aire protégée d'initiatives autochtones (APIA) créé en vertu de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel (LCPN), et plus particulièrement dans l'élaboration du guide définissant ce statut.	Composé de représentants des organismes suivants : Société du Plan Nord, ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, ministère des Ressources naturelles et des Forêts, ministère du Tourisme, du ministère de la Culture et des Communications, Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit.	MELCCFP
Comité interministériel sur les autres mesures de conservation complémentaires	Appuyer le MELCCFP dans le développement du statut intitulé autres mesures de conservation complémentaires (AMCE)	Composé de représentants des organismes suivants : Société du Plan Nord, ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, ministère des Ressources naturelles et des Forêts, ministère du Tourisme, ministère de la Culture et des Communications et du Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit.	MELCCFP
Comité interministériel sur l'aire protégée d'utilisation durable	Appuyer le MELCCFP dans la réalisation des mandats relatifs à la Loi sur la conservation du patrimoine naturel (LCPN) portant sur le statut d'aire protégée d'utilisation durable (APUD).	Composé de représentants des organismes suivants : Société du Plan Nord, du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, ministère des Ressources naturelles et des Forêts, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit et d'Hydro-Québec.	MELCCFP

Nom du comité	Brève description du mandat	Liste des membres	Ministère ou organisme responsable
Comité exécutif - Défi Décarbonation	Le comité directeur s'assure des grandes orientations du Défi Décarbonation.	Composé de représentants des organismes suivants : Société du Plan Nord, du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, ministère des Transports et de la Mobilité durable, ministère de l'Enseignement supérieur, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, ministère des Ressources naturelles et des Forêts, Secrétariat du Conseil du trésor, ministère du Tourisme, ministère des Relations internationales et de la Francophonie.	MELCCFP
Comité opérationnel - Défi Décarbonisation	Le mandat du comité opérationnel consiste à proposer des orientations stratégiques au comité directeur, à établir les besoins, à valider des propositions auprès du comité directeur, à consulter les parties prenantes, à co-construire des projets et des initiatives structurants, à assurer le suivi des activités et à identifier les pistes d'activités à prévoir aux prochaines étapes.	Composé de représentants des organismes suivants : Société du Plan Nord, ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, ministère des Transports et de la Mobilité durable, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, ministère du Tourisme.	MELCCFP
Comité utilisateur des services en technologies de l'information et des communications (CUSTIC)	Rencontres d'informations et d'échanges des utilisateurs des services technologiques du ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN).	Composé de représentants des ministères et organismes dont les services informationnels sont impartis au MCN.	MCN

Nom du comité	Brève description du mandat	Liste des membres	Ministère ou organisme responsable
Forum des gestionnaires en technologie de l'information (TI)	Ce forum vise l'échange et le réseautage des gestionnaires TI. Il offre également de l'information sur des projets en cours.	Composé des gestionnaires TI des ministères et organismes.	SCT
Communauté Expérience Client (CX)	Cette communauté est animée par le Centre québécois d'expertise numérique et permet l'échange de bonnes pratiques et d'expérience en termes de priorisation de l'expérience citoyen et employé dans la transformation numérique gouvernementale	Composé des conseillers en expérience client de tous les ministères et organismes.	MCN
Réseau des répondants en éthique	Le Réseau des répondants vise à soutenir l'action des personnes intervenant en éthique dans leur ministère ou organisme respectif pour: développer une compréhension et une vision communes de l'éthique, mettre à leur disposition des contenus et des outils pertinents et favoriser les échanges entre eux de même que la mise en commun de leurs expériences.	Toutes les personnes nommées responsable de la gestion de l'éthique et de l'intégrité (RGEI) pour leur ministère ou organisme respectif.	SCT
Table d'architecture gouvernementale	Cette table dédiée aux technologies de l'information rassemble les architectes d'affaires et d'entreprises gouvernementaux dans une optique de réseautage et d'échange de bonnes pratiques.	Tous les architectes d'affaires et d'entreprises des ministères et organismes	MCN

Nom du comité	Brève description du mandat	Liste des membres	Ministère ou organisme responsable
Équipe de réponse aux incidents de sécurité de l'information de l'administration québécoise (CERT/AQ)	Les rencontres du CERTAQ visent à améliorer les connaissances en matière de cybersécurité et transmettre des informations critiques sur la vigie effectuée par cette équipe.	S'adresse aux coordonnateurs organisationnels des mesures de sécurité de l'information (COMSI) de tous les ministères et organismes.	CERTAQ
Groupe interministériel en économie circulaire	Coordonner les actions dans le domaine de l'économie circulaire entre les différents MO du Gouvernement du Québec	Composé de représentants de plus de 20 ministères et organismes du Gouvernement du Québec possédant ou planifiant des actions ou mesures en économie circulaire.	MELCCFP RECYC-QUÉBEC
Comité de travail interministériel sur le bilan gouvernemental des interventions en achat local	Répertorier et de compiler les interventions menées par les ministères et organismes (MO) concernés afin d'appuyer l'achat québécois tant par les consommateurs, les entreprises que les marchés publics.	Composé de représentants des organismes suivants : Société du Plan Nord, ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, ministère des Ressources naturelles et des Forêts, ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, ministère des Transports et de la Mobilité durable, ministère du Tourisme, du ministère de la Culture et des Communications, Investissement Québec, Secrétariat du Conseil du trésor.	MEIE
Comité d'échange SPN-MEIE	Coordonner des interventions communes dans le domaine économique entre les deux organisations en fonction de leurs responsabilités respectives.	Composé de représentants des organismes suivants : Société du Plan Nord, ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.	MEIE SPN

Nom du comité	Brève description du mandat	Liste des membres	Ministère ou organisme responsable
Table économique des Conférences administratives régionales (TÉ-CAR) de la Côte-Nord et du Saguenay-Lac-Saint-Jean	Comité de travail traitant des enjeux et réalités régionales en lien avec l'économie.	Composé de représentants des organismes suivants : Société du Plan Nord, ministère de l'Économie, l'Innovation et de l'Énergie, ministère des Ressources naturelles et des Forêts, ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, ministère des Transports et de la Mobilité durable, ministère du Tourisme, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Investissement Québec, Hydro-Québec.	MEIE
Comité MINES-SPN-SDBJ	Comité de coordination des actions dans le domaine minier	Composé de représentants des organismes suivants : Société du Plan Nord, ministère des Ressources naturelles et des Forêts, Société de développement de la Baie-James.	MRNF
Table sur les activités minières	Table de travail sur les activités minières	Composé de représentants des organismes suivants : Société du Plan Nord, ministère des Ressources naturelles et des Forêts, Administration régionale Kativik, Nation naskapie de Kawawachikamach et de la Société Makivvik.	MRNF
Table Cris-Québec sur les activités minières	Table de travail sur les activités minières	Composé de représentants des organismes suivants : Société du Plan Nord, ministère des Ressources naturelles et des Forêts, Gouvernement de la nation crie.	MRNF

Nom du comité	Brève description du mandat	Liste des membres	Ministère ou organisme responsable
Comité de coordination interministériel en économie verte et durable	Maximiser l'effet levier des investissements gouvernementaux en veillant à ce que les mesures destinées aux entreprises, aux travailleurs et aux consommateurs soient harmonisées, adéquates et structurantes pour répondre aux défis posés par la transition économique verte dont le rythme s'accélère.	Composé de représentants des organismes suivants : Société du Plan Nord, ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, ministère des Ressources naturelles et des Forêts, ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, ministère du Tourisme, ministère des Finances, ministère des Relations internationales et de la Francophonie, Régie du bâtiment du Québec, Société de développement de la Baie-James, Société de développement des entreprises culturelles, Société des alcools du Québec, Loto-Québec, Société québécoise du cannabis, Caisse de dépôt et placement du Québec, Centre d'acquisitions gouvernementales, Commission de la construction du Québec, Fonds de Recherche du Québec, d'Hydro-Québec, Investissement Québec, Institut de la statistique du Québec, Financière agricole du Québec.	MELCCFP MEIE

Nom du comité	Brève description du mandat	Liste des membres	Ministère ou organisme responsable
Comité de partenaire VRAC-PARC	Le comité des partenaires a pour but de promouvoir une communication fluide et un échange efficace d'informations entre les organisations et les DSP, tout en tenant les partenaires informés des actions d'adaptation en cours. Le comité permet de réunir les acteurs clés en appréciation du risque et en adaptation au Québec. L'objectif est de renforcer la collaboration, de minimiser les doublons d'efforts et de faciliter l'accès aux outils et informations clés et de faire rayonner le VRAC-PARC afin de maximiser l'efficacité et l'impact des initiatives.	L'ensemble des intervenants en adaptation aux changements climatiques des différents ministères et organismes partenaires.	Ministère de la Santé et des Services sociaux

Nom du comité	Brève description du mandat	Liste des membres	Ministère ou organisme responsable
Comité de travail sur l'encadrement des routes nordiques	Finaliser l'analyse du cadre légal, s'appliquant aux routes en Eeyou Itschee Baie-James, en précisant les améliorations souhaitées (besoins) pour harmoniser et mieux encadrer la route Billy-Diamond et les autres routes nordiques. Développer un régime routier spécifique au territoire nordique à partir des recommandations découlant de l'analyse du cadre légal, notamment le principe utilisateur payeur, les modèles de prise en charge des routes (financement pour la réfection, l'entretien et le maintien d'actifs), ainsi que les normes de construction et d'entretien à utiliser.	Composé de représentants des organismes suivants : Société du Plan Nord, Ministère des Ressources naturelles et des Forêts, Ministère des Transports et de la Mobilité durable, Société de développement de la Baie-James .	MRNF
Comité de gérance de la route Billy-Diamond	Gestion du projet de réfection phases 1 et 2 de la route Billy-Diamond	Composé de représentants des organismes suivants : Société du Plan Nord, Société de développement de la Baie-James, Ministère des Ressources naturelles et des Forêts, Société québécoise des infrastructures, Ministère des Transports et de la Mobilité durable.	SDBJ

Nom du comité	Brève description du mandat	Liste des membres	Ministère ou organisme responsable
Comité de travail pour la réalisation de l'étude d'opportunité des infrastructures maritimes du Nunavik	Assurer la réalisation de l'étude d'opportunité des infrastructures maritimes du Nunavik et le suivi à un niveau stratégique en donnant les orientations, en établissant les stratégies de réponse aux enjeux et en attribuant les ressources appropriées, de sorte que l'étude soit réalisée de manière à atteindre ses objectifs.	Composé de représentants des organismes suivants : Société du Plan Nord, Administration régionale Kativik, Société Makivvik, Transports Canada, Ministère des Transports et de la Mobilité durable.	MTMD et SPN
Comité de soutien à l'élaboration d'un projet de réfection de la route du Nord	Soutenir les utilisateurs industriels dans l'identification des besoins, la réalisation des études prioritaires, la répartition des coûts et effectuer le suivi de la réalisation des études.	Composé de représentants des organismes suivants : Société du Plan Nord, Société de développement de la Baie-James, Hydro-Québec, Nemaska Lithium, Corporation Lithium Élément Critique.	SPN
Comité de soutien à l'élaboration d'un projet de centre de transbordement desservant des projets de MCS	Assurer un soutien et une réponse cohérente aux besoins du secteur de Chibougamau en vue de la réalisation d'un projet de centre de transbordement, notamment par la mise en commun des expertises respectives des organisations publiques membres.	Composé de représentants des organismes suivants : Société du Plan Nord, ministère des Ressources naturelles et des Forêts, ministère des Transports et de la Mobilité durable, ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, Hydro-Québec.	SPN
Comité des répondants en gouvernement ouvert (RGO)	Accompagnement et animation du Pôle d'expertise en données ouvert du Secrétariat du conseil du trésor pour la mise en commun et l'application des bonnes pratiques répondant aux orientations gouvernementales pour les données ouvertes	Tous les répondants en gouvernement ouvert des ministères et organismes publics	SCT

Nom du comité	Brève description du mandat	Liste des membres	Ministère ou organisme responsable
Comité interministériel pour l'aménagement durable du Nunavik	Procéder à une revue de littérature et à la mise en commun des informations à propos des enjeux propres à l'aménagement durable du Nunavik (fonte du pergélisol, pénurie de matériaux granulaires, etc.); Formuler des recommandations sur l'aménagement durable du territoire, notamment en réponse aux enjeux de dégel actuel et projeté du pergélisol; Identifier des solutions pour améliorer l'accès aux matériaux granulaires; Le cas échéant, évaluer d'autres scénarios d'intervention en matière d'aménagement durable du Nunavik (ex : gestion des matières résiduelles, protection de la ressource en eau potable, etc.)	Composé de représentants des organismes suivants : Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, ministère de la Culture et des Communications, ministère de l'Économie, de l'Innovation et l'Énergie, ministère de l'Éducation, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère de l'Enseignement supérieur, ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, Société du Plan Nord, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, ministère des Ressources naturelles et des Forêts, ministère de la Sécurité publique, ministère des Transports et de la Mobilité durable, Secrétariat aux Relations avec les Premières Nations et les Inuit, Société d'habitation du Québec.	MAMH

Nom du comité	Brève description du mandat	Liste des membres	Ministère ou organisme responsable
Comité interministériel en transition énergétique	Amélioration de l'intégration des énergies renouvelables dans les réseaux autonomes nordiques à travers l'électrification des charges thermiques.	Composé de représentants des organismes suivants : Société du Plan Nord, Institut nordique du Québec, Université du Québec à Trois Rivières, Nergica, Mech Eng. McGill, Université McGill, Cégep de Jonquière, Société d'habitation du Québec, Carboniq, Institut de recherche, Hydro-Québec, Transition Énergétique Québec, Administration régionale Kativik, Institut national de la recherche scientifique, École de technologie supérieure, Hydro-Québec, Englobe, Université Concordia, Centre Eau Terre Environnement de l'INRS, Inukshuk Synergie, CanmetENERGY-Ottawa, Ressources naturelles Canada.	Institut nordique du Québec
Comité pour la mesure 9.2 de la PNAAT – Aménagement durable du Nunavik	Vise à stimuler les échanges entre les ministères et les organismes et avec les partenaires du milieu en vue d'une action concertée à propos des enjeux propres à l'aménagement durable du Nunavik (fonte du pergélisol, pénurie de matériaux granulaires, etc.)	Composé de représentants des organismes suivants : Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère des Ressources naturelles et des Forêts, ministère de la Sécurité publique, ministère de l'Éducation, ministère du Tourisme, ministère des Transports et de la Mobilité durable, Secrétariat aux Relations avec les Premières nations et les Inuit, Société d'habitation du Québec, Administration régionale Kativik, Association des corporations foncières du Nunavik.	MAMH

Nom du comité	Brève description du mandat	Liste des membres	Ministère ou organisme responsable
Comité Stratégie gouvernementale des télécommunications	Recueillir de l'information auprès d'organismes publics et partenaires externes stratégiques du secteur des télécommunications afin de prendre en compte les besoins, les préoccupations et les priorités stratégiques de l'ensemble des organismes publics dans l'élaboration de la Stratégie gouvernementale de cybersécurité et du numérique 2024-2028	Composé de représentants des organismes suivants : ministère de la Santé et des Services sociaux, Régie de l'assurance maladie du Québec, ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, Secrétariat à l'Internet haute vitesse et aux projets spéciaux de connectivité, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, ministère de la Sécurité publique , ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, ministère de la Justice, Sûreté du Québec , ministère des Ressources naturelles et des Forêts, Société du Plan Nord, ministère des Transports et de la mobilité durable, Société québécoise des infrastructures, Secrétariat du Conseil du trésor, ministère de la Cybersécurité et du Numérique.	MCN
Situation de la livraison d'eau dans les villages nordiques	Assurer que les principaux ministères interpellés par ces enjeux disposent de l'information à jour concernant la situation entourant la desserte des services municipaux de base dans les villages nordiques du Nunavik. L'initiative fait suite aux nombreux épisodes de crise qui ont frappé le Nunavik au cours des derniers hivers principalement et durant lesquels on a pu constater que l'information circulait assez mal.	Composé de représentants des organismes suivants : Administration régionale Kativik, Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Sécurité publique.	SRPNI

Nom du comité	Brève description du mandat	Liste des membres	Ministère ou organisme responsable
Comité stratégique en habitation	<p>Réunissant les hauts responsables des ministères et organismes engagés dans la Stratégie québécoise en habitation, le Comité stratégique en habitation coordonne les efforts et les actions, établit des indicateurs et en assure le suivi continu. Plus spécifiquement, son mandat consiste à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mettre en œuvre des engagements gouvernementaux en matière d'habitation; - identifier les enjeux et la levée des obstacles; - établir les besoins, les priorités et les objectifs en tenant compte de l'évolution des indicateurs et en considérant les réalités et besoins régionaux; - assurer le suivi stratégique de certains projets d'habitation majeurs; - prendre en charge les missions particulières confiées par les autorités gouvernementales. 	<p>Composé de représentants des organismes suivants : Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation , ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, ministère de l'Éducation du Québec, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère de l'Enseignement supérieur, ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, ministère de la Culture et des Communications, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère des Finances, ministère des Transports et de la mobilité durable, ministère du Conseil exécutif, ministère du Tourisme, Régie du bâtiment du Québec, Secrétariat du Conseil du trésor, Société d'habitation du Québec, Société du Plan Nord, Société québécoise des infrastructures (SQI)</p>	<p>MAMH Société d'habitation du Québec</p>

Nom du comité	Brève description du mandat	Liste des membres	Ministère ou organisme responsable
Table gouvernementale aux affaires territoriales (TGAT)	Favoriser la concertation entre les ministères et les organismes du gouvernement et la cohérence de leurs actions, particulièrement en matière d'occupation et de vitalité des territoires.	Composé de représentants des organismes suivants : Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, Hydro-Québec, Investissement Québec, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, ministère de la Culture et des Communications, ministère de l'Économie, de l'Innovation et l'Énergie, ministère de l'Éducation, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère de l'Enseignement supérieur, ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère des Finances, ministère de la Justice, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Sécurité publique, ministère du Tourisme du Québec, ministère des Transports et de la mobilité durable, Secrétariat à la Capitale-Nationale, Secrétariat à la condition féminine, Secrétariat du Conseil du trésor, Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit, Société des établissements de plein air du Québec, Société d'habitation du Québec, Société du Plan Nord, Société des traversiers du Québec.	MAMH

Information au 31 janvier 2025